

EL PAÍS

Ouvrir le débat de la Gestation Pour Autrui

Le différend devrait être réglé par un débat public approfondi, rigoureux et dénué d'a priori.

[28 JUN 2017 - 00:00 CET](#)



Chef Ciudadanos, Albert Rivera, lors de la présentation d'un projet de loi pour réglementer la maternité de substitution. Diaz Angel (EFE). Vidéo: Atlas

Le parti [de centre] Ciudadanos vient de déposer devant le Congrès des députés une proposition de loi sur la gestation pour autrui (GPA) en Espagne. Le texte légaliserait uniquement la GPA dite "altruiste" et prévoit des dispositions visant à empêcher l'exploitation de la fonction de reproduction des femmes en situation de précarité économique. La mère porteuse devrait avoir plus de 25 ans, avoir eu au moins un enfant et ne pourrait mener plus de deux grossesses pour le compte d'autrui. Toute rémunération serait exclue et seuls les frais liés à la grossesse et l'accouchement seraient dédommagés.

Les détails du projet devraient faire l'objet d'une analyse détaillée au Parlement, mais la proposition a la vertu de l'ouverture en Espagne d'un nécessaire débat. Quand la réalité sociale est en avance sur la législation, il faut examiner si l'absence de réglementation conduit à des situations injustes ou des dommages évitables. La loi sur la procréation assistée de 2006 déclare nul tout contrat de gestation pour autrui, mais de nombreux couples hétérosexuels et homosexuels espagnols qui utilisent cette technique à l'étranger, ce qui pose la question de la

reconnaissance juridique des enfants nés à travers elle. L'existence de pays comme l'Ukraine ou des États-Unis, qui autorisent la GPA en payant des quantités importantes a créé un commerce indésirable qui encourage l'exploitation des femmes en situation de vulnérabilité économique.

Limiter strictement la GPA à un don altruiste exclut en principe que l'exploitation puisse se produire, mais il y a des secteurs de l'opinion qui croient que seule l'interdiction absolue le garantit. La controverse, qui est idéologiquement transversale et agit à l'intérieur de toutes les partis, doit être réglée par un débat public approfondi, rigoureux et libre de tout a priori.